

**Lutte contre le terrorisme - La  
protection des infrastructures  
critiques face à la menace terroriste  
- Intervention du représentant  
permanent adjoint de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**  
(New York, 13 février 2017)

Merci beaucoup Monsieur le Président,

Permettez-moi en premier lieu de remercier l'Ukraine d'avoir pris l'initiative de ce débat important. Je voudrais également remercier les différents intervenants pour leurs présentations très éclairantes. La France s'associe au discours qui sera prononcé au nom de l'Union européenne.

Les exemples d'attaques terroristes ayant visé des infrastructures critiques, en particulier de transport, sont malheureusement nombreux, comme l'ont tragiquement rappelé les attentats perpétrés dans le métro et à l'aéroport de Bruxelles en mars 2016 et dans les aéroports d'Istanbul en décembre 2015 et juin 2016.

Ce débat nous offre l'occasion de passer à nouveau un message fort, un message uni du conseil de sécurité sur l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, comme nous l'avons déjà fait par le passé à l'occasion d'autres réunions sur le financement du terrorisme, sur la lutte contre la propagande ou pour la coopération judiciaire internationale.

Cette lutte contre la menace terroriste doit porter sur tous les fronts, dans le respect du droit international et des compétences nationales des États. Il est en particulier nécessaire, au niveau de chaque pays, de se doter de moyens de prévention et de protection robustes, afin de dissuader les terroristes de mener des attaques contre des cibles potentiellement vulnérables, ou le cas échéant, afin de se trouver en mesure de réagir rapidement et efficacement.

Monsieur le Président,

La France fait de la protection de la population ainsi que de la garantie de la continuité des fonctions essentielles de la Nation une priorité stratégique. La France a mis en place, dès 2006, un dispositif de sécurité des «activités d'importance vitale» afin de les protéger contre les actes de malveillance tels que le terrorisme. Aujourd'hui, ce sont plus de deux cents opérateurs, publics et privés, qui ont été catégorisés «Organisme d'Importance Vitale» (OIV) qui font l'objet de règles et d'une vigilance particulières. La liste de ces infrastructures est gardée confidentielle : elle inclut des administrations, des médias, des entreprises de transports ou

encore des industriels opérants dans différents secteurs. Tous assurent des activités indispensables au bon fonctionnement et à la survie de la Nation.

Dans ce contexte, la France se réjouit de l'adoption à l'unanimité de la résolution [2341], la première qui s'intéresse de si près à cette thématique essentielle. Et je tiens plus particulièrement à insister sur deux messages, particulièrement importants, que ce texte envoie :

- le premier concerne la prévention et la préparation aux éventuelles menaces. Il est indispensable d'identifier en amont les principaux défis et les vulnérabilités en matière de protection des infrastructures critiques, et d'élaborer une stratégie ciblée à mettre en place en cas d'attaque. Ces approches aident non seulement à réduire les risques, mais également à renforcer la réactivité ;

- le second message porte sur le constat que le renforcement de la protection des infrastructures critiques ne peut se faire de manière isolée. La coopération, qu'elle soit entre agences, inter-agences ou interétatique, est essentielle afin de garantir un niveau de protection adapté. Cela passe notamment par l'échange d'information, l'échange de connaissances et d'expériences. En raison de la nature même des activités assurées par ces infrastructures critiques, une coopération étroite entre les secteurs publics et les secteurs privés est absolument indispensable.

Monsieur le Président,

Les défis sont nombreux. Mais l'ampleur et le niveau particulièrement élevé de la menace terroriste aujourd'hui doivent nous inciter à renforcer nos efforts de protection des populations et nos efforts de garantie de la continuité des services essentiels de l'État.

Permettez-moi, pour conclure, de remercier à nouveau la présidence ukrainienne du conseil de sécurité pour ce débat très utile sur une question à la fois spécialisée et technique, mais qui touche de près la vie quotidienne de nos concitoyens. Soyez assurés Monsieur le Ministre, Monsieur le Président, que la France continuera de prendre toute sa part à ces efforts.

Je vous remercie./.